

De Paris à Nicosie : focus sur la Génération Y

Ils sont plus de 5 millions à connaître le chômage partout en Europe. Surdiplômés ou sans qualification, les jeunes européens se retrouvent aujourd'hui dans une situation pour le moins complexe : 24% d'entre eux sont inactifs en France, le chiffre grimpe jusqu'à 47% à Chypre. Formations, mobilité, entrepreneuriat social, contrats aidés, garantie jeune... des initiatives existent, du potentiel encore plus. En effet, les "Y" d'aujourd'hui constituent la génération la plus éduquée en Europe. D'ici 2025, ils représenteront 75% des effectifs professionnels mondiaux.

Quelles sont les attentes des "Y" ?

Quelles sont les spécificités de cette génération, que l'on qualifie aussi d'hyperconnectée (e-Génération) ?

Quels leviers d'action possibles contre le chômage des jeunes ?

Quelle solidarité et mobilisation aux différents niveaux de la société ?

Voici quelques questions auxquelles nous avons tenté de répondre à Paris et Nicosie. Car en dépit des milliers de kilomètres qui les séparent, les jeunes de toutes nationalités se heurtent aux mêmes difficultés depuis le début de la crise en Europe.

Chypre : île de tous les contrastes

C'est Nicolas Christofi, responsable de **Cyprus Youth Council**, organisme en charge de la jeunesse, qui nous reçoit en premier à Nicosie. L'ONG regroupe une cinquantaine d'organisations et mène des programmes en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, l'inclusion sociale, la mobilité. *"Beaucoup de Chypriotes sont partis faire leurs études à l'étranger - au Royaume Uni, en Grèce ou aux Etats-Unis notamment. Maintenant ils sont de retour sur l'île, mais ils ne trouvent pas de travail. La seule solution pour eux, c'est de créer leur propre emploi"*. Malgré cela, le [programme de soutien aux jeunes entrepreneurs](#), mis en place par l'Union européenne, n'a pas remporté un grand succès à Chypre, selon M. Christofi : *"Peu de personnes ont souhaité bénéficier des aides offertes parce qu'on leur demandait d'avoir un*

apport de 50% de la subvention accordée. Lorsqu'on est jeune, sans travail et sans aucune expérience professionnelle, il s'avère extrêmement difficile d'obtenir un prêt bancaire". D'autres mesures ont été prises à Chypre, afin de lutter contre le chômage des moins de 25 ans : des offres de stages de maximum six mois, rémunérés 500 euros/mois, notamment dans le domaine du tourisme et dans des ONG; des formations en informatique, en anglais ou gestion d'affaires, rémunérées à la hauteur de 100 euros/semaine. Nicolas Christofi déplore la faible participation des jeunes chypriotes et précise que les programmes sont ouverts aux ressortissants des pays membres de l'Union européenne, mais pas aux personnes provenant des pays tiers.

"Nous devons changer le système éducatif, le rendre plus attractif. A Chypre, tous les étudiants prennent des cours particuliers, ils n'ont pas de temps libre, pour les loisirs, pour être volontaires dans des associations... L'éducation non-formelle est très importante", insiste M. Christofi.



A la Maison pour la coopération (**Home for co-operation**), dans la Ligne verte de Nicosie, on retrouve **Orestis Tringides** et **Nicos Malekos**, jeunes entrepreneurs chypriotes. *“Vous devez réussir vos études et rien d’autre - c’est dans cet esprit que notre génération a été élevée”*, explique Orestis Tringides, 34 ans, directeur de l’association Amalgama. Tous les ans, il organise des échanges avec des adolescents et étudiants chypriotes et allemands, sur des thèmes liés à l’inclusion sociale et le rôle des jeunes dans nos sociétés : *“Les jeunes chypriotes ont besoin d’expériences dans la vraie vie, en dehors de leur cursus universitaire”*.

Nicos Malekos est en dernière année de master en management à Nicosie. Il est aussi animateur radio sur MYCY Radio, la première radio communautaire de Chypre, située dans les locaux du CCMC (*Cyprus Community Media Centre*). Lors de ses années d’études en journalisme et média, Nicos a fondé un club de journalisme, dans le but de fédérer ses camarades autour d’un média étudiant. Il se souvient avoir eu beaucoup de mal à convaincre les autres étudiants à y consacrer du temps : *“A Chypre, on n’a pas l’habitude d’entreprendre, de créer, de s’impliquer, de prendre des risques, faire des erreurs ou essayer de nouvelles choses. C’est un problème pour notre société”*. Une fois son diplôme en poche, Nicos envisage de lancer une start-up, avec trois autres amis : *“Nous voulons tous trouver un emploi stable, qui soit en lien avec notre formation, qui soit créatif et nous plaise... Mais si nous n’y arrivons pas, peu d’entre nous allons tenter de créer notre propre activité et utiliser en quelque sorte la formation que nous avons suivie. L’entrepreneuriat, c’est quelque chose que nous venons à peine de découvrir à Chypre”*. Concernant les aides proposées par le gouvernement, Nicos dit ne pas envisager de faire la demande, à cause de la bureaucratie et du système, qu’il estime décourageant.

Sous le soleil de Nicosie, dans le vieux centre, on retrouve **Line Ngalou** et **Romial Kenmogne**. La trentaine, ils sont tous les deux arrivés sur l’île depuis le Cameroun, pour entamer des études dans le tourisme et la gestion d’affaires. *“On ne se sent pas en sécurité, commence Line, d’une voix grave. Comment avoir de bons résultats si on a peur quand notre permis de séjour est périmé ? Si on doit de l’argent à l’école, on n’a pas le droit de composer. Le système éducatif de Chypre est-il un système bancaire ?”*.

De nombreux jeunes de tiers pays, en Afrique et Asie principalement, ont été attirés par l'offre des collèges privés à Chypre. Une fois sur place, ils se sont vu refuser le droit à un logement, le droit de travailler à temps partiel et même d'effectuer des stages dans le cadre de leurs formations. Depuis son arrivée à Nicosie, en 2007, Line estime avoir dépensé 35 à 40 mille euros : *“Les frais de scolarité s'élèvent à 4 000 euros en licence, même pour recevoir l'imprimé du relevé des notes, on doit payer 5 euros. Tout est payant ! Mais ce n'est pas comme si on a le reçu...”*.

Romial, 32 ans, est le Président de l'Association des étudiants internationaux de Chypre. Depuis 2007, ils militent pour défendre les droits des étudiants étrangers sur l'île et organisent souvent des activités et échanges culturels. En 2007, ils ont demandé l'aide de la Commission européenne pour que leur droit à travailler dans la limite de 20 heures par semaine soit respecté. *“Sur papier, nous avons obtenu ce droit, explique Romial. Mais en réalité, on demande à l'employeur de chercher d'abord un Chypriote, un Grec, un Européen (sauf la Roumanie et la Bulgarie), un Arabe, un Africain...”*. Certains secteurs d'activité restent ouverts aux étudiants non-européens : l'agriculture, le nettoyage, le bâtiment, la livraison, le travail dans les boulangeries (seulement pendant la nuit).

En septembre prochain, Romial achève sa licence en gestion de l'entreprise. Compte tenu des restrictions sur le marché du travail et des stages, il a du mal à se projeter. Il avoue avoir été aussi victime de propos racistes à plusieurs reprises : *“Je suis ici parce que je n'ai pas le choix. Un jour, j'espère que je pourrai partir. Dans ce pays, on ne planifie rien”*.

L'**Ombudsman** est l'institution chargée de résoudre les conflits entre les citoyens et les organismes de l'Etat chypriotes. Nous les rencontrons pour savoir si des plaintes de la part de jeunes ont été formulées en lien avec les conditions de travail et si d'autres catégories de la populations sont particulièrement touchées par la discrimination sur l'île. Si aujourd'hui le taux de chômage des jeunes dépasse largement les 40%, avant la crise de 2008 il n'était pas supérieur à 9%. Pour les représentants de l'Ombudsman, les jeunes ont des compétences spécifiques, mais on ne leur donne pas l'opportunité d'accéder au marché du travail : *“Ils sont généralement très forts en informatique, ils savent rédiger un business plan et ont beaucoup d'énergie et d'idées fraîches. Pourtant, les employeurs continuent à penser qu'une personne plus mure sera plus efficace et préfèrent embaucher des gens avec de l'expérience”*. Les plaintes reçues de la

part de jeunes employés concernant notamment les délais dans le paiement des salaires, des contributions à la sécurité sociale ou des allocations chômage. Le bureau se charge également des plaintes concernant la discrimination au travail, sur des critères de genre, orientation sexuelle ou appartenance ethnique. En ce qui est des programmes mis en place en faveur de l'insertion des jeunes sur le marché du travail, les représentants de l'Ombudsman nous assurent que tout citoyen résidant légalement à Chypre peut en bénéficier. C'est le contraire du renseignement fourni par le responsable du *Cyprus Youth Council* qui avait exclu les jeunes non-européens des bénéficiaires potentiels de ces programmes. *“Les politiques concernant les migrants à Chypre ne sont pas clairement définies”*, a conclu Elena, du bureau de l'Ombudsman.

Paris : une génération perdue ?

La grande enquête *“Génération quoi ?”* menée par France 2 dresse un portrait angoissant des moins de 34 ans : amenés à définir leur génération, les jeunes français s'estiment “perdus”, “sacrifiés”, “désabusés”, “désenchantés”. C'était notre point de départ pour le focus sur la génération Y dans la capitale française.

Mari Carmen, Stéphane et **Daniela** habitent tous les trois à Paris. Arrivée en 2006 depuis Valence, Mari Carmen Criado est enseignante de langue espagnole dans un collège de la capitale. Elle a toujours travaillé comme prof, mais au début elle donnait des cours particuliers : *“J'étais très contente de recevoir 15 euros/heure, à la place de 7 euros en Espagne. Mais je ne savais pas que l'étudiant payait 60 euros/heure à l'agence qui m'embauchait...”*. De nature dynamique, Mari Carmen est aussi bénévole pour l'association Casa Regional Valenciana. La structure accompagne les membres de la communauté espagnole de Paris, dans la recherche d'un emploi, d'un logement, l'apprentissage du français et organise des événements culturels traditionnels : *“Nous recevons beaucoup de jeunes diplômés, avec ou sans expériences en Espagne, mais aussi des personnes qui ont été mises à la porte après avoir été employées pendant des dizaines d'années dans une même société. Elles se retrouvent en France à*

travailler comme aides-soignantes ou aide ménagères". Face à la vague de pessimisme qui frappe actuellement la jeunesse en Europe, Mari Carmen garde le moral : *"J'ai rarement cherché du travail, c'était toujours par l'intermédiaire de mes contacts. C'est aussi le fait d'être ouverte, j'ai l'impression que la vie me rend la monnaie. Si j'ai un conseil pour les jeunes en recherche d'emploi ? Partez vivre ailleurs ! C'est ainsi qu'on découvre le monde, qu'on s'ouvre l'esprit, qu'on grandit"*.

Stéphane, 31 ans, est diplômé en Ecole de commerce. Depuis 2007, il a été embauché dans plusieurs structures à Paris, en tant que contrôleur de gestion à la direction financière. Lorsque son actuel employeur - Sodexo - lance un plan de départ volontaire, dans le contexte de la crise économique, Stéphane y voit l'opportunité de réaliser son rêve d'enfant : devenir artisan pâtissier: *"En lisant les différentes clauses du plan de départ volontaire, je me suis aperçu qu'il y avait un élément qui m'intéressait énormément - le financement d'une formation de reconversion. J'ai décidé de me lancer dans ce projet, pour ne pas avoir de regrets dans 10 ans"*. En septembre, la formation pour adultes en reconversion commencera pour Stéphane, suivie de plusieurs stages. Une fois la technique maîtrisée, le jeune parisien envisage de s'expatrier au Canada : *"Le savoir-faire français est très reconnu à l'étranger, je pense que cela ouvrira des portes"*. Dans ce projet ambitieux qu'il vient d'entamer, Stéphane avoue avoir encore quelques doutes. Mais il reçoit un soutien important de la part de sa famille et ses amis. Par ailleurs, dans son cercle d'amis, ils sont nombreux à avoir décidé de "changer de vie" et s'expatrier. Pour Stéphane, il s'agit d'une prise de conscience de cette génération : *"On arrive à un moment de notre vie où l'on se dit "je vais arrêter de me conformer dans des boîtes qu'on me donne...."*. Pourquoi les jeunes en France se sentent-ils désabusés ? *"Le problème en France c'est qu'on n'apprend pas forcément aux jeunes à prendre certains risques - c'est de là que viennent les frustrations. Crise ou pas, les jeunes seront heureux lorsqu'ils auront pris les choses en main : il n'y a rien à perdre et tout à gagner !"*.

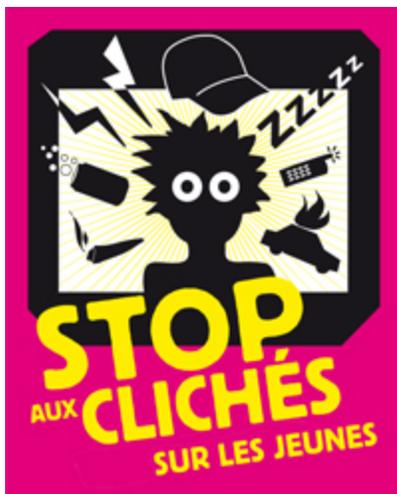
A 30 ans, Daniela Pruna vit en France depuis une dizaine d'années. Si jusqu'en 2008 elle a fait des allers-retours entre la Roumanie et la France, aujourd'hui la jeune femme avoue se sentir chez elle à Paris : *"Au départ je suis venue travailler en France pour pouvoir payer mes études en Roumanie. Mais aujourd'hui c'est ici que je me sens plus à la maison"*. Jusqu'en 2012, Daniela a été employée comme assistante maternelle à Paris. Elle se souvient des difficultés rencontrées dans sa recherche d'emploi, dues notamment aux restrictions imposées jusqu'en

2014 pour les ressortissants roumains et bulgares : *“Les employeurs étaient découragés par la taxe demandée pour embaucher des personnes venant de Roumanie ou de Bulgarie”*.

Entrepreneuse, la jeune roumaine a pris contact avec diverses institutions, susceptibles de la guider dans son parcours professionnel. C'est avec l'aide de la Mairie de Paris qu'elle a commencé à prendre des cours de français et par le biais de la Mission locale - espace d'intervention au service des jeunes - qu'elle a trouvé ses premiers emplois, dans la vente ou la restauration. *“J'ai tout essayé pour pouvoir avancer et arriver à trouver un travail stable”*. Depuis 2012, Daniela est inscrite à Pôle emploi en tant que demandeuse d'emploi et envisage d'obtenir l'agrément d'assistante maternelle : *“Mon conseiller Pôle emploi m'avait découragé dans cette démarche. Selon lui, je n'avais aucune chance d'obtenir l'agrément. Mais, je suis quand même allée passer l'examen”*. Depuis notre rencontre, Daniela a réussi son examen et elle commencera en septembre une formation d'assistante maternelle agréée.

Le **Cereq** (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) publie tous les trois ans une étude sur l'évolution du chômage des jeunes diplômés ou sans qualification. Nous avons fait une interview téléphonique avec Virginie Mora, chargée d'études, basée à Marseille : *“Les difficultés d'insertion concernent notamment les jeunes sans qualification. En 2007, trois jeunes non-diplômés sur 10 étaient inactifs, contrairement à seul un jeune diplômé de l'enseignement supérieur sur 10”*. Concernant les jeunes diplômés, il s'agirait principalement d'une difficulté de trouver un emploi qui soit dans la spécialité dans laquelle on s'était destiné : *“La proportion de jeunes diplômés arrivés sur le marché du travail était de 42% en 2007. Or, les emplois cadres ne représentent pas 42% des emplois en France”*. Chez les Bac+5, 70% des actifs exerceraient une profession cadre, 25% seraient des professions intermédiaires et le taux de chômage ne dépasserait pas les 6%. L'étude menée par le Cereq a révélé les différences d'insertion selon les formations suivies. *“Le taux d'insertion professionnelle des diplômés d'Ecoles d'ingénieurs ou d'Ecoles de commerce est supérieur aux autres Bac+5, précise Mme Mora. Ce n'est pas une histoire de qualité des formations, mais d'image de celles-ci auprès des recruteurs. Cela fait quelques années qu'il y a un travail qui se fait pour l'image des diplômés en sciences humaines”*.

Plus de 100 000 [emplois d'avenir](#) ont été créés en France depuis 2013. Ce sont des contrats destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés, âgés entre 16 et 25 ans. Les employeurs concernés sont principalement les acteurs du secteur de l'ESS (économie sociale et solidaire), les collectivités territoriales et établissements publics. **Mikaël Garnier-Lavalley**, délégué interministériel à la jeunesse, nous a reçus dans son bureau du 13ème arrondissement : *"Il s'agit de permettre aux jeunes d'acquérir une expérience professionnelle significative (minimum 3 ans) et en même temps une formation. C'est la responsabilité collective de tous les acteurs - si l'on n'investit pas maintenant dans l'avenir de la société, on peut se retrouver avec des bombes à retardement"*. Les [contrats de génération](#), la garantie jeune, les programmes de mobilité sont les principaux dispositifs mis en place par le gouvernement français en faveur de l'insertion des jeunes sur le marché du travail. M. Garnier-Lavalley évoque également le soutien fourni aux jeunes créateurs d'entreprise, issus notamment des quartiers populaires : *"Ces jeunes ont compris, parfois à raison, parfois à tort, que le secteur marchand ne les attendait pas. A côté du travail fait pour la lutte contre les discriminations, il est essentiel de pouvoir les accompagner dans les projets d'entrepreneuriat qu'ils souhaitent développer"*. Et de conclure *"Ce que nous essayons de faire est de rapprocher les jeunes du droit commun. Les politiques portées par les collectivités et l'Etat leur sont destinées, mais elles doivent être mises en place aussi en impliquant les jeunes. C'est une Révolution copernicienne de voir les jeunes comme acteurs"*.



De nombreux associations se mobilisent en France pour accompagner les jeunes dans leur recherche d'emploi. Depuis 2012, **Habitat-Cité** mène un projet de lutte contre les

discriminations et accès aux droits, destiné aux jeunes roms originaires de Roumanie et vivant à Paris et dans la région parisienne. Depuis le 1er janvier 2014, les restrictions sur le marché du travail français ont été levées pour les citoyens roumains et bulgares : *“Nous avons réussi à inscrire à Pôle emploi les 12 jeunes roms que nous accompagnons, explique Mihaela Sima, chargée de projet Roms. Pour les entretiens d’embauche, nous fournissons aux employeurs des fiches avec des renseignements concernant l’accès sur le marché du travail des Roms”*. Si les Roms d’origine roumaine et bulgare ont actuellement les mêmes droits que les autres citoyens européens, les discriminations qui touchent cette communauté continuent à exister, selon Mihaela Sima : *“Il y a une forte méconnaissance et méfiance du grand public envers les Roms. Leur situation, notamment concernant le logement, reste précaire”*.

L’Ecole de la deuxième chance (E2C) est une structure créée en 2006 par la Ville de Paris. Ils accompagnent 420 jeunes sans qualification par an et se veulent une passerelle entre les jeunes en recherche d’emploi et les entreprises. A côté des cours de remise à niveau et des stages proposés, la principale mission de l’E2C est de redonner confiance aux jeunes : *“La motivation est le premier critère pour être admis dans notre structure, explique Chantal Lebernady, chargée des relations entreprises. L’accompagnement personnalisé est le coeur de notre métier. On n’oriente pas les jeunes, on leur fait découvrir les métiers et c’est à eux de s’orienter, de choisir”*. Près de 70% des jeunes trouvent un emploi ou une formation au bout de six mois d’encadrement : *“Ce n’est pas le niveau de diplôme qui fait la différence, mais l’envie de la personne, assure Mme Lebernady. Par exemple, nous avons accompagné une jeune fille avec un niveau CM2. A la fin de son stage, elle a été embauchée à la Poste en tant que guichetière”*.

Simplon.co est une “fabrique de codeurs entrepreneurs”, destinée prioritairement aux talents défavorisés ou sous-représentés dans l’entrepreneuriat digital (filles, personnes issues des quartiers populaires, des diaspora, personnes en situation de handicap...), ainsi qu’aux porteurs de projets numériques solidaires, liés à l’éducation ou l’innovation sociale. Située dans une ancienne usine à Montreuil, la start-up propose une formation de six mois, gratuite et rémunérée. *“Le développement web, c’est le nouveau alphabet, il a un incroyable pouvoir social et politique, commence Erwan Kezzar, co-fondateur de Simplon. Nous voulons le mettre à disposition de*

l'intérêt général". Simplon.co est né en 2013, partant d'un constat simple : le chômage des jeunes s'accroît, alors qu'il y a une pénurie de main d'oeuvre dans le secteur du développement web et que les nouvelles technologies permettent un apprentissage rapide.

En octobre 2013, 28 candidats ont été retenus pour commencer la formation en entrepreneuriat digital et langage *Ruby on Rails*. Parmi eux, Roxana Rugina, 26 ans, diplômée en Communication et Arts numériques : *"Je cherchais un endroit qui soit en accord avec ce que je veux faire - développer, échanger des idées, créer des valeurs autour de moi"*, se souvient la jeune geek. Six mois plus tard, Roxana s'apprête à ouvrir une école Simplon en Roumanie, son pays d'origine, mais assure ne jamais oublier comment tout a commencé : *"Simplon.co est un lieu de référence, un point de départ, mais de retour également. Je retournerai toujours à Simplon parce que ça crée des liens"*.

La courbe du chômage est-elle sur le point de s'inverser ? Selon **Anne Houtman**, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne, *"si l'on regarde les données fournies par le [Bureau International du Travail](#), une baisse du taux de chômage de 18% à 16% est prévue dans les pays industrialisés . Donc on peut imaginer que le pic des conséquences sociales de la crise a été atteint et que maintenant on va plutôt vers une période où le chômage va se réduire. La question est de combien"*.

[Garantie jeunes](#), programme [Erasmus plus](#), Ton premier emploi [EURES](#)... l'Union européenne a mis en place une série de mesures afin de stopper ce phénomène qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'avenir d'une génération entière.

Pourquoi l'Union européenne investit-elle beaucoup dans la jeunesse aujourd'hui ?

"Les ressources humaines, c'est ce que l'Europe a de plus précieux, en Europe on n'a pas beaucoup de matières premières, de pétrole à exporter...précise Mme Houtman. Nos ressources ce sont les hommes et les femmes. En plus, l'Europe vieillit et ce serait très triste et très dommageable, même sur le plan économique, de perdre la jeunesse, puisqu'elle irait chercher des emplois ailleurs qu'en Europe. C'est une question de dynamique !"